

Art. 6. À l'article 17 du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement flamand du 24 mai 2019, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 2 est complété par un point 5°, rédigé comme suit :

« 5° les résultats d'une interrogation auprès des chercheurs, dont des jeunes chercheurs, qui travaillent ou ont travaillé en Région flamande ou en Région bruxelloise. L'administration compétente organise tous les cinq ans l'interrogation précitée, qui a lieu l'année précédant celle au cours de laquelle l'évaluation visée au paragraphe 1^{er} est effectuée. » ;

2° le paragraphe 2 est complété par un alinéa 2, rédigé comme suit :

« L'évaluation visée au paragraphe 1^{er} peut accorder attention aux éléments suivants :

1° la relation entre les mesures prises par les bénéficiaires pour l'encadrement des jeunes chercheurs avec des moyens de recherche et leur localisation par rapport aux moyens de recherche ;

2° le rôle et la position des mesures des bénéficiaires pour l'encadrement des jeunes chercheurs dans le système de recherche et d'innovation flamand plus large ;

3° les éléments politiques transversaux ou d'autres aspects touchant à l'encadrement des jeunes chercheurs. » ;

3° au paragraphe 4, alinéa 5, les mots « un questionnaire » sont remplacés par les mots « une liste des thèmes ».

Art. 7. Le ministre flamand ayant la recherche scientifique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 janvier 2024.

Le ministre-président du Gouvernement flamand,
J. JAMBON

Le ministre flamand de l'Économie, de l'Innovation, de l'Emploi, de l'Économie sociale et de l'Agriculture,
J. BROUNS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2023/48404]

7 DECEMBRE 2023. — Décret portant sur la gestion et la préservation des archives publiques en Communauté française (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° archives : l'ensemble des informations enregistrées, quels que soient leur date, leur lieu de conservation, leur forme et leur support, produites par une personne physique ou morale dans l'exercice de ses activités ;

2° archives publiques : toutes archives créées, reçues et préservées par toute entité relevant de la Communauté française, visée au 8°, dans l'exercice de son activité ;

3° archives définitives : documents inactifs ne présentant plus d'utilité administrative et/ou juridique, mais qui sont d'intérêt public en ce qu'ils gardent une valeur patrimoniale, historique et sociétale en tant que traces d'informations administratives, scientifiques ou culturelles justifiant leur conservation pérenne ;

4° tableau de gestion : la nomenclature systématique de catégorie d'archives qui mentionne leur délai de conservation et leur destination définitive ;

5° durée d'utilité administrative : périodes pendant lesquelles un document doit être conservé par le service producteur d'archives afin de lui permettre d'exercer les missions de service public qui lui ont été confiées, de respecter les obligations légales qui s'imposent à lui ou encore de gérer un contentieux ;

6° instrument de recherche : outil papier ou informatisé énumérant ou décrivant un ensemble de documents d'archives en vue d'en faciliter la prise de connaissance et l'accès aux agents et/ou citoyens ;

7° cycle de vie d'un document : concept qui définit les étapes chronologiques menant de la création d'un document à sa destination finale ;

8° producteurs d'archives :

a) les Services du Gouvernement de la Communauté française ;

b) les cabinets ministériels, le Secrétariat du Gouvernement, le Service permanent d'aide, de gestion, d'audit et de contrôle des cabinets ministériels (SePAC) ;

c) les organismes d'intérêt public relevant de la Communauté française ;

d) tout organe ou organisme mis en place par le Gouvernement pour gérer pour le compte de celui-ci un projet ou une mission d'expertise.

9° Service des archives de la Communauté française : service administratif du ministère de la Communauté française désigné par le Gouvernement en charge des archives et de la gestion de l'information ;

10° Ministère de la Communauté française : le Ministère visé à l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 2 décembre 1996 portant création du ministère de la Communauté française ;

11° RGPD : Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données) ;

12° traitement : le traitement de données à caractère personnel visé à l'article 4.2 du RGPD ;

13° données à caractère personnel : les données visées à l'article 4.1 du RGPD ;

14° archives privées : les archives produites par une personne physique ou morale de droit privé telle que définie par l'article 1^{er}, 2°, du décret du 25 mai 2023 relatif à la conservation et à la valorisation des archives d'intérêt patrimonial ;

15° délai de conservation légal : délai fixé par une norme législative ou réglementaire au-delà duquel l'archive publique est soit détruite, soit conservée en qualité d'archive définitive.

CHAPITRE II. — *Dispositions générales*

Art. 2. Le présent décret a pour objet d'encadrer la gestion et la préservation des archives dans l'intérêt général tant pour les besoins de la gestion et de la justification des droits des personnes physiques ou morales, publiques ou privées que pour assurer dans un esprit de transparence démocratique, l'accès aux archives publiques de la Communauté française.

Quel que soit le support, les archives sont gérées, tout au long de leur cycle de vie, dans le respect de la législation et des normes archivistiques et documentaires en vigueur.

CHAPITRE III. — *Préservation et gestion des archives publiques*

Art. 3. Tout producteur d'archives assure la gestion de ses archives en bon état, en bon ordre et muni d'un instrument de recherche permettant d'y accéder, tout au long de leur cycle de vie et en garantit l'intégrité, l'authenticité, la pérennité, l'accessibilité et la lisibilité des informations qu'ils contiennent.

Art. 4. Les archives publiques produites par les Services du Gouvernement et des organes ou organismes visés à l'article 1^{er}, 8°, d), sont versées au service des archives de la Communauté française à l'expiration de leurs durées d'utilité administrative.

Les archives publiques produites par des organismes d'intérêt public relevant de la Communauté française sont versées au service de l'organisme en charge de la gestion des archives à l'expiration de leurs durées d'utilité administrative.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les archives publiques produites, reçues ou conservées au Musée royal de Mariemont sont versées et conservées au sein de l'institution muséale.

Les archives publiques qui ne présentent plus un intérêt fonctionnel dans la gestion journalière des missions des producteurs d'archives peuvent être versées au Service des archives compétent avant l'expiration de la durée d'utilité administrative en vue d'y être conservées dans l'attente de l'expiration de cette durée.

Le Gouvernement fixe les modalités du versement des archives publiques.

Art. 5. Les cabinets ministériels, le Secrétariat du Gouvernement, le Service permanent d'aide, de gestion, d'audit et de contrôle des cabinets ministériels (SePAC) versent les archives publiques produites durant la mandature au terme de celle-ci.

Ces archives sont versées au service des archives de la Communauté française, désigné par le Gouvernement.

Art. 6. § 1^{er}. A l'expiration du délai d'utilité administrative ou du délai de conservation légal, les archives versées au service des archives compétent font l'objet d'un tri aux fins de déterminer celles qui présentent une valeur patrimoniale, historique et sociétale en tant que traces d'informations administratives, scientifiques ou culturelles justifiant leur conservation pérenne en tant qu'archives définitives.

Le tri est opéré par le service des archives selon un tableau de gestion établi de commun accord entre le producteur d'archives et le service des archives.

Les archives ne présentant pas de valeur patrimoniale, historique et sociétale sont détruites moyennant l'accord préalable du service chargé des archives.

§ 2. Les archives publiques des organismes d'intérêt public qui sont conservées en qualité d'archives définitives sont transférées aux Services des archives de la Communauté française.

Art. 7. § 1^{er}. Le Gouvernement fixe le canevas des tableaux de gestion.

§ 2. Les tableaux de gestion mentionnent au minimum :

1° les délais d'utilité administrative devant être respectés préalablement au versement des archives et le délai de conservation légal ;

2° les critères de tri des archives définitives.

Art. 8. Le Gouvernement fixe les modalités de gestion et de préservation des archives définitives des producteurs d'archives ainsi que les modalités de destruction des archives publiques.

Art. 9. Le service des archives de la Communauté française peut recevoir en don ou en dépôt des archives privées témoignant d'un lien en rapport avec l'histoire des institutions publiques relevant de la Communauté française.

Art. 10. Le Gouvernement soumet, tous les deux ans, un rapport d'activités au Parlement de la Communauté française.

Ce rapport comporte au moins un exposé relatif à l'organisation et à la gestion administrative des archives définitives, à l'état des documents et des infrastructures ainsi qu'à l'énumération des acquisitions de manière consolidée pour l'ensemble des producteurs identifiés à l'article 1^{er}, 8°.

Ce rapport sera rendu public après la prise de connaissance par le Parlement.

CHAPITRE IV. — *Accessibilité et consultation des archives*

Art. 11. Sous réserve des dispositions prévues par le présent décret, la consultation des archives définitives est garantie, dès leur versement, conformément aux dispositions fixées par le décret du 22 décembre 1994 relatif à la publicité de l'administration.

La consultation d'archives définitives peut être restreinte lorsque l'état de conservation des archives est tel qu'elle risquerait de compromettre leur préservation à long terme ou lorsque les archives font l'objet d'une opération spécifique, notamment le conditionnement, la désinfection, le réinventoriage, ou la migration.

Le Gouvernement fixe les modalités de la consultation des archives définitives notamment l'accès et le fonctionnement de la salle de lecture, les conditions matérielles qui limitent l'accès aux documents et les conditions de reproduction.

CHAPITRE V. — *Propriété des archives et continuité du service*

Art. 12. Les archives définitives sont imprescriptibles, inaliénables et insaisissables. Nul ne peut détenir sans droit ni titre des archives définitives.

Art. 13. Lorsqu'il est mis fin à l'existence d'un organisme public, ses archives sont, à défaut d'affectation déterminée par la norme légale portant suppression de l'organisme et quelles que soient leur date ou leur durée d'utilité administrative, directement versées aux services d'archives publiques successeurs en droit.

Si ses droits et obligations de l'organisme supprimé sont assumés par plus d'un autre organisme d'intérêt public, ses archives destinées à être conservées de manière permanente doivent être versées à un seul de ces organismes d'intérêt public.

À défaut de dispositions applicables ou d'entente, le service des archives de la Communauté française les prend en charge.

Art. 14. En cas de suppression d'un organisme d'intérêt public, et dans la mesure où ses droits et obligations ne sont pas assumés par un autre organisme d'intérêt public, ses archives sont versées au service des archives de la Communauté française.

Art. 15. En cas de fusion, de scission ou de transfert de missions entre organismes d'intérêt public, le service des archives de la Communauté française est informé du lieu de conservation des archives transférées par les nouveaux organismes investis des compétences.

Art. 16. En cas de privatisation d'un organisme d'intérêt public, les archives restent à la disposition de l'organisme successeur jusqu'à la fin de leur durée d'utilité administrative et sont ensuite versées au service des archives de la Communauté française.

Art. 17. À défaut d'application des dispositions stipulées aux articles 15 et 16, le service des archives de la Communauté française peut prendre les archives en charge.

CHAPITRE VI. — *Traitements des données à caractère personnel*

Art. 18. § 1^{er}. Lorsque le traitement visé à l'article 2, alinéa 1^{er}, du présent décret porte sur la gestion et la préservation d'archives définitives contenant des données à caractère personnel et que celui-ci est pris en charge, en application des articles 4 et 5, par les Services du Gouvernement, pour des services producteurs, le Service des archives de la communauté française est responsable de traitement au sens de l'article 4.7 du RGPD.

§ 2. Lorsque le traitement visé à l'article 2, alinéa 1^{er}, du présent décret porte sur la gestion et la préservation d'archives définitives contenant des données à caractère personnel et que celui-ci est pris en charge, en application de l'article 4 alinéa 2 du présent décret, par le Service en charge de la gestion des archives des services producteurs, l'organisme concerné est responsable de traitement au sens de l'article 4.7 du RGPD.

Art. 19. § 1^{er}. Le traitement visé à l'article 2, alinéa 1^{er}, du présent décret est réalisé aux fins de :

1° trier et identifier les archives définitives sur base des critères de tri établi par le tableau prévu à l'article 7 du présent décret ;

2° anonymiser ou pseudonymiser les archives définitives qui doivent l'être ;

3° permettre d'exploiter et valoriser les archives définitives à des fins statistiques et de recherches historiques et patrimoniales à toute personne qui demande une consultation en application de l'article 11.

§ 2. Les données obtenues dans le cadre du traitement visé à l'article 2, alinéa 1^{er}, du présent décret ne peuvent en aucun cas être transférées ultérieurement à des organismes tiers ou à un autre service producteur qui n'a pas traité initialement les données.

§ 3. La communication des données obtenues dans le cadre du traitement visé à l'article 2, alinéa 1^{er}, du présent décret et dont la consultation est sollicitée en application de l'article 11 est réalisée, après analyse de la demande, en ayant été préalablement anonymisées ou pseudonymisées si la finalité poursuivie par le demandeur peut être atteinte de cette manière.

Dans le cas contraire, l'accès aux données, non anonymisées ou non pseudonymisées, est assuré au demandeur.

CHAPITRE VII. — *Sécurité et confidentialité*

Art. 20. § 1^{er}. Les archives définitives sont conservées :

1° au format papier dans des locaux réservés spécifiquement à cet effet ;

2° au format électronique par une ou plusieurs solutions informatiques.

§ 2. Le Gouvernement arrête les mesures de sécurité et de confidentialité relatives aux locaux et aux solutions informatiques visées au § 1^{er}.

§ 3. Les mesures relatives aux locaux d'archives visés au § 2 doivent au minimum prévoir les éléments suivants :

1° la sécurisation au point de vue des températures, de l'hygrométrie ainsi qu'en matière de lutte contre les agents de détérioration, notamment l'eau, la poussière, les moisissures, la lumière ou les insectes ;

2° la protection contre le vol et les éliminations non autorisées ;

3° la conservation matérielle des archives ;

4° le caractère durable et conforme aux normes de conservation des matériaux employés ;

5° les modalités d'accès aux archives en fonction du niveau de sensibilité des données faisant l'objet de la demande d'accès, du caractère pseudonymisé ou anonymisé des données, des finalités justifiant l'accès et du statut de la personne qui demande un accès.

§ 4. Les mesures relatives aux solutions informatiques visées au § 2 doivent au minimum prévoir les modalités d'accès aux archives en fonction du niveau de sensibilité des données faisant l'objet de la demande d'accès, du caractère pseudonymisé ou anonymisé des données, des finalités justifiant l'accès et du statut de la personne qui demande un accès.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 7 décembre 2023.

Ministre-Président, en charge des Relations internationales, des Sports et de l'Enseignement de Promotion sociale,
P.-Y. JEHOLET

Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique,
de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,

F. BERTIEAUX
Ministre de l'Éducation,
C. DESIR

—
Note

(1) *Session 2023-2024*

Documents du Parlement. – Projet de décret, n° 604-1 – Amendement(s) en commission, n° 604-2 - Rapport de commission, n° 604-3 – Amendement(s) en séance, n° 604-4 - Texte adopté en séance plénière, n° 604-5
Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. - Séance du 6 décembre 2023.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/48404]

7 DECEMBER 2023. — Decreet houdende beheer en bewaring van openbare archieven in de Franse Gemeenschap (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° archieven: alle geregistreerde informatie, ongeacht de datum, de plaats van bewaring, de vorm en de drager, die door een natuurlijke of rechtspersoon in het kader van zijn activiteiten wordt gevormd;

2° openbare archieven: alle archieven die worden gecreëerd, ontvangen en bewaard door elke entiteit van de Franse Gemeenschap, bedoeld in 8°, bij de uitoefening van haar activiteit;

3° definitieve archieven: inactieve documenten die geen administratief en/of juridisch nut meer hebben, maar die van openbaar belang zijn omdat ze een erfgoed-, historische en maatschappelijke waarde hebben als sporen van administratieve, wetenschappelijke of culturele informatie die hun blijvende bewaring rechtvaardigen;

4° beheertabel: de systematische nomenclatuur van archiefcategorieën met vermelding van hun bewaartermijn en eindbestemming;

5° duur van administratief belang : de periodes gedurende dewelke een document moet worden bewaard door de archiefvormende dienst om haar in staat te stellen de haar toevertrouwde opdrachten van openbare dienst uit te voeren, haar wettelijke verplichtingen na te komen of een geschil te beheren;

6° onderzoeksinstrument : papieren of geïnformatiseerd instrument waarin een reeks archiefdocumenten wordt opgesomd of beschreven met de bedoeling ze gemakkelijker toegankelijk te maken voor de personeelsleden en/of de burgers;

7° levenscyclus van een document : concept dat de chronologische stadia definieert die leiden van de creatie van een document tot de eindbestemming ervan;

8° archief-producenten :

a) de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap;

b) de ministeriële kabinetten, het secretariaat van de Regering, de vaste dienst hulpverlening, beheer, audit en controle van de ministeriële kabinetten (SePAC);

c) de instellingen van openbaar nut onder het gezag van de Franse Gemeenschap ;

d) elk orgaan of elke instelling dat /die door de regering is opgericht om namens haar een project of adviesopdracht te beheren.

9° Dienst van de archieven van de Franse Gemeenschap: administratieve dienst van het Ministerie van de Franse Gemeenschap, aangesteld door de Regering belast met archieven en informatiebeheer;

10° Ministerie van de Franse Gemeenschap : het ministerie bedoeld in artikel 1 van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 2 december 1996 houdende oprichting van het Ministerie van de Franse Gemeenschap;

11° AVG : Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming).

12° verwerking: de verwerking van persoonsgegevens bedoeld in artikel 4.2 van de AVG ;

13° persoonsgegevens: de gegevens bedoeld in artikel 4.1 van de AVG ;

14° private archieven: archieven die door een privaatrechtelijke natuurlijke of rechtspersoon worden gevormd, zoals bepaald in artikel 1, 2°, van het decreet van 25 mei 2023 betreffende de bewaring en de waardering van archieven van erfgoedbelang;

15° wettelijke bewaartermijn: termijn bepaald door wet- of regelgeving waarna het openbare archief wordt vernietigd of als definitief archief wordt bewaard.

HOOFDSTUK II. — *Algemene bepalingen*

Art. 2. Het doel van dit decreet is een kader te bieden voor het beheer en de bewaring van archieven van algemeen belang, zowel voor het beheer en de rechtvaardiging van de rechten van privaat- of publiekrechtelijke natuurlijke of rechtspersonen, als om, in een geest van democratische transparantie, de toegang tot de openbare archieven van de Franse Gemeenschap te waarborgen.

Ongeacht de drager worden de archieven gedurende hun hele levenscyclus beheerd in overeenstemming met de huidige wetgeving en archief- en documentaire standaarden.

HOOFDSTUK III. — *Behoud en beheer van openbare archieven*

Art. 3. Elke archief-producent zorgt voor het beheer van zijn archieven in goede staat, in goede orde en voorzien van een onderzoeksinstrument dat de toegang daartoe mogelijk maakt, gedurende hun hele levenscyclus, en garandeert de integriteit, de authenticiteit ervan, de duurzaamheid, de toegankelijkheid en de leesbaarheid van de informatie die ze bevatten.

Art. 4. De openbare archieven, gevormd door de diensten van de Regering en de organen of instellingen bedoeld in artikel 1, 8°, d), worden na afloop van hun duur van administratief belang bij de dienst van de archieven van de Franse Gemeenschap toegevoegd.

De openbare archieven die worden gevormd door instellingen van openbaar belang onder het gezag van de Franse Gemeenschap worden overgedragen aan de dienst van de instelling die verantwoordelijk is voor het beheer van de archieven wanneer hun duur van administratief belang afloopt.

In afwijking van paragraaf 1 worden de openbare archieven die in het Koninklijk Museum van Mariemont worden geproduceerd, ontvangen of bewaard, overgedragen en bewaard binnen de museale instelling.

De openbare archieven die niet langer van functioneel belang zijn voor het dagelijkse beheer van de opdrachten van de archief-producenten, kunnen vóór het verstrijken van hun duur van administratief belang worden overgedragen aan de betrokken archiefdienst om daar te worden bewaard tot die periode is verstreken.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de overdracht van openbare archieven.

Art. 5. De ministeriële kabinetten, het secretariaat van de Regering, de vaste dienst hulpverlening, beheer, audit en controle van de ministeriële kabinetten (SePAC) voegen de openbare archieven toe die tijdens de ambtsperiode zijn geproduceerd aan het einde van die periode.

Deze archieven worden overgedragen aan de dienst van de archieven van de Franse Gemeenschap, aangewezen door de Regering.

Art. 6. § 1. Na het verstrijken van de termijn van administratief belang of van de wettelijke bewaartermijn worden de archieven die bij de bevoegde archiefdienst zijn ondergebracht, gesorteerd om te bepalen welke archieven erfgoed-, historische en maatschappelijke waarde hebben als sporen van administratieve, wetenschappelijke of culturele informatie die hun permanente bewaring als definitieve archieven rechtvaardigen.

Het sorteren gebeurt door de archiefdienst volgens een beheertabel die in onderling overleg tussen de archiefproducent en de archiefdienst is opgesteld.

Archieven die geen erfgoed, historische of maatschappelijke waarde hebben, worden vernietigd met de voorafgaande toestemming van de archiefdienst.

§ 2. De openbare archieven van instellingen van openbaar nut die als definitieve archieven worden bewaard, worden overgedragen aan de Archiefdiensten van de Franse Gemeenschap.

Art. 7. § 1. De regering bepaalt het kader voor de beheertabellen.

§ 2. De beheertabellen bevatten ten minste :

1° de termijnen van administratief nut die nageleefd moeten worden vooraleer de archieven worden overgedragen en de wettelijke bewaartermijn ;

2° de criteria voor het sorteren van definitieve archieven.

Art. 8. De Regering bepaalt de nadere regels voor het beheer en de bewaring van definitieve archieven van archiefproducenten alsook de nadere regels voor de vernietiging van openbare archieven.

Art. 9. De archiefdienst van de Franse Gemeenschap kan als schenking of bewaargeving private archieven ontvangen die getuigen van een band in verband met de geschiedenis van openbare instellingen die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap vallen.

Art. 10. De regering dient om de twee jaar een activiteitenverslag in bij het Parlement van de Franse Gemeenschap.

Dit verslag bevat ten minste een beschrijving van de organisatie en het administratieve beheer van de definitieve archieven, de staat van de documenten en de infrastructuur en een geconsolideerde lijst van aankopen voor alle producenten geïdentificeerd in artikel 1, 8°.

Dit verslag zal openbaar worden gemaakt zodra het Parlement er kennis van heeft genomen.

HOOFDSTUK IV. — *Toegankelijkheid en raadpleging van archieven*

Art. 11. Onder voorbehoud van de bepalingen van dit decreet wordt de raadpleging van de definitieve archieven gegarandeerd, zodra ze toegevoegd worden, overeenkomstig de bepalingen vastgelegd door het decreet van 22 december 1994 betreffende de openbaarheid van het bestuur.

De raadpleging van definitieve archieven kan worden beperkt wanneer de staat van bewaring van de archieven zodanig is dat de bewaring op lange termijn in gevaar kan komen of wanneer de archieven een specifieke bewerking ondergaan, met name verpakken, desinfecteren, opnieuw inventariseren of migreren.

De Regering bepaalt de nadere regels voor de raadpleging van de definitieve archieven, in het bijzonder de toegang tot en de werking van de leeszaal, de materiële voorwaarden die de toegang tot documenten beperken en de voorwaarden voor reproductie.

HOOFDSTUK V. — *Eigendom van archieven en continuïteit van de dienstverlening*

Art. 12. Eindarchieven zijn onverjaarbaar, onvervreemdbaar en onvatbaar voor beslag. Niemand mag definitieve archieven bezitten zonder recht of titel.

Art. 13. Wanneer het bestaan [00e2][0080][008b][00e2][0080][008b] van een openbare instelling wordt beëindigd, worden de archieven ervan, bij ontstentenis van een overdracht bepaald door de wettelijke norm die de instelling afschaft, en ongeacht hun datum of duur van administratief nut, rechtstreeks overgedragen aan de diensten voor openbare archieven die opvolgt.

Als de rechten en plichten van de afgeschafte instelling worden overgenomen door meer dan één andere instelling van openbaar nut, moeten de archieven die bestemd zijn voor permanente bewaring worden overgedragen aan slechts één van deze instellingen van openbaar nut.

Bij gebrek aan toepasselijke bepalingen of een overeenkomst worden ze beheerd door de archiefdienst van de Franse Gemeenschap.

Art. 14. In geval van opheffing van een instelling van openbaar nut en voor zover haar rechten en plichten niet worden overgenomen door een andere instelling van openbaar nut, worden haar archieven overgedragen aan de archiefdienst van de Franse Gemeenschap.

Art. 15. In geval van fusie, splitsing of overdracht van opdrachten tussen instellingen van openbaar nut, wordt de Archiefdienst van de Franse Gemeenschap op de hoogte gebracht van de plaats waar de archieven die door de nieuwe bevoegde instellingen worden overgedragen, worden bewaard.

Art. 16. In geval van privatisering van een instelling van openbaar nut blijven de archieven tot het einde van hun duur van administratief belang ter beschikking van de instelling die opvolgt en worden ze vervolgens overgedragen aan de archiefdienst van de Franse Gemeenschap.

Art. 17. Indien de bepalingen van de artikelen 15 en 16 niet worden toegepast, kan de Archiefdienst van de Franse Gemeenschap de archieven overnemen.

HOOFDSTUK VI. — *Verwerking van persoonsgegevens*

Art. 18. § 1. Wanneer de verwerking bedoeld in artikel 2, eerste lid, van dit decreet betrekking heeft op het beheer en de bewaring van definitieve archieven die persoonsgegevens bevatten en wanneer deze verwerking, met toepassing van de artikelen 4 en 5, wordt uitgevoerd door de diensten van de Regering, voor de producenten-diensten, is de Archiefdienst van de Franse Gemeenschap verantwoordelijk voor de verwerking in de zin van artikel 4.7 van de AVG.

§ 2. Wanneer de verwerking bedoeld in artikel 2, eerste lid van dit decreet betrekking heeft op het beheer en de bewaring van definitieve archieven die persoonsgegevens bevatten en wanneer deze verwerking overeenkomstig artikel 4, tweede lid van dit decreet wordt uitgevoerd door de dienst die belast is met het beheer van de archieven van de producenten diensten, is de betrokken instelling verantwoordelijk voor de verwerking in de zin van artikel 4.7 van de AVG.

Art. 19. § 1. De verwerking bedoeld in artikel 2, eerste lid van dit decreet wordt uitgevoerd om :

1° de definitieve archieven te sorteren en te identificeren op basis van de sorteringscriteria vermeld in de tabel bedoeld in artikel 7 van dit decreet;

2° de definitieve archieven te anonimiseren of te pseudonimiseren;

3° om het mogelijk te maken dat de definitieve archieven worden gebruikt en gewaardeerd voor statistische doeleinden en historisch en erfgoedonderzoek door eenieder die om raadpleging verzoekt overeenkomstig artikel 11.

§ 2. In geen geval mogen gegevens die zijn verkregen in het kader van de verwerking waarnaar wordt verwezen in artikel 2, eerste lid van dit decreet, vervolgens worden overgedragen aan derde instellingen of aan een andere producent-dienst die de gegevens in eerste instantie niet heeft verwerkt.

§ 3. Gegevens die verkregen worden in het kader van de verwerking bedoeld in artikel 2, eerste lid, van dit decreet en waarvoor overeenkomstig artikel 11 om raadpleging wordt verzocht, worden na analyse van het verzoek meegegeeld nadat zij vooraf anoniem of pseudoniem zijn gemaakt indien het door de verzoeker nagestreefde doel daarmee kan worden bereikt.

Als dat niet het geval is, krijgt de aanvrager toegang tot de niet-geanonimiseerde of niet-gepseudonimiseerde gegevens.

HOOFDSTUK VII. — *Veiligheid en vertrouwelijkheid*

Art. 20. § 1. De definitieve archieven worden bewaard:

1° op papier in lokalen die speciaal voor dit doel zijn voorbehouden;

2° in elektronisch formaat met behulp van een of meer IT-oplossingen.

§ 2. De regering bepaalt de beveiligings- en vertrouwelijkheidsmaatregelen met betrekking tot de in § 1 bedoelde lokalen en IT-oplossingen.

§ 3. De maatregelen met betrekking tot de in § 2 bedoelde archieflokalen omvatten ten minste de volgende elementen:

1° veiligheid op het vlak van temperatuur, vochtigheid en de strijd tegen aantastingsfactoren, in het bijzonder water, stof, schimmel, licht of insecten;

2° bescherming tegen diefstal en ongeoorloofde verwijdering;

3° de materiële bewaring van archieven ;

4° de duurzaamheids- en bewaringsnormen van de gebruikte materialen;

5° de nadere regels voor toegang tot de archieven in functie van de graad van gevoeligheid van de gegevens waarvoor toegang wordt gevraagd, de gepseudonimiseerde of geanonimiseerde aard van de gegevens, de doeleinden die de toegang rechtvaardigen en de status van de persoon die toegang vraagt.

§ 4. De maatregelen met betrekking tot de IT-oplossingen waarnaar in § 2 wordt verwezen, moeten ten minste voorzien in de nadere regels voor toegang tot de archieven afhankelijk van de mate van gevoeligheid van de gegevens waarvoor toegang wordt gevraagd, de gepseudonimiseerde of geanonimiseerde aard van de gegevens, de doeleinden die toegang rechtvaardigen en de status van de persoon die toegang vraagt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 7 december 2023.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport en Onderwijs voor sociale promotie,
P.-Y. JEHOLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke kansen
en het toezicht op Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

De Vicepresidente en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en Promotie van Brussel,
F. BERTIEAUX

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

Nota

(1) *Zitting 2023-2024*

Stukken van het Parlement.1 - Ontwerp van decreet, nr. 604-1 - Commissieamendement(en), nr. 604-2 - Commissieverslag, nr. 604-3 - Amendement(en) tijdens de vergadering, nr. 604-4 - Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, nr. 604 -5.

Integraal verslag. – Bespreking en aanneming. - Vergadering van 6 december 2023.

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2023/48403]

7 DECEMBRE 2023. — Décret portant approbation du compte général de la Communauté française pour l'année budgétaire 2022 (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I. — *Compte d'exécution du budget*

CHAPITRE 1. — *Définitions*

Article 1^{er}. - Pour l'application du présent décret, on entend par :

1° décret du 20 décembre 2011 : le décret du 20 décembre 2011 portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française ;

2° décrets contenant le budget des dépenses 2022 : le décret du 15 décembre 2021 contenant le budget des dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 2022 et le décret du 14 décembre 2022 contenant l'ajustement du budget des dépenses de la Communauté française pour l'année budgétaire 2022 ;

3° décrets contenant le budget des recettes 2022 : le décret du 15 décembre 2021 contenant le budget des recettes de la Communauté française pour l'année Budgétaire 2022 et le décret du 14 décembre 2022 contenant l'ajustement du budget des recettes de la Communauté française pour l'année budgétaire 2022.

CHAPITRE 2. — *Engagements effectués en exécution du budget*

Section 1. — *Engagements effectués à charge des crédits d'engagement*

Art. 2. - Les crédits d'engagement alloués par les décrets contenant le budget des dépenses 2022 s'élèvent à 14.610.183.000 euros. Ce montant est complété par un montant de 40.175.570,63 euros qui couvre les dépassements autorisés en application de l'article 7 du décret du 15 décembre 2021 contenant le budget des dépenses de la Communauté française pour l'année 2022.

Art. 3. - Les engagements de dépenses imputés à charge des crédits visés à l'article 2 du présent décret s'élèvent à 14.504.537.202,62 euros. Ce montant inclut les dépassements autorisés en application de l'article 8 du décret du 15 décembre 2021 contenant le budget des dépenses de la Communauté française pour l'année 2022, qui s'élèvent à 40.175.570,63 euros.

Art. 4. - Les crédits d'engagement disponibles à la fin de l'année budgétaire s'élèvent à 105.645.797,38 euros. Conformément aux dispositions de l'article 28, § 1^{er}, du décret du 20 décembre 2011, ce montant est annulé.

Section 2. — *Engagements effectués à charge des moyens en engagement sur les Fonds budgétaires*

Art. 5. - Les moyens en engagement sur les fonds budgétaires estimés par les décrets contenant le budget des dépenses 2022 s'élèvent à 96.916.000,00 euros.

Art. 6. - Les moyens en engagement disponibles sur les fonds budgétaires pour l'année 2022 s'élèvent à 84.897.052,15 euros, vu :

1° les recettes réellement perçues par les Fonds budgétaires pendant l'année 2022 d'un montant de 60.735.261,24 euros ;

2° le solde reporté en engagement au 1^{er} janvier 2022 d'un montant de 21.309.432,02 euros ;

3° les annulations de visas s'élevant à 2.852.358,89 euros.

Art. 7. - Les engagements de dépenses à charge des moyens en engagement sur les fonds budgétaires pour l'année budgétaire 2022 s'élèvent à 72.935.758,82 euros.